

réseau vert

LE BULLETIN FRANÇAIS D'INFORMATION DE GREENPEACE | ÉTÉ 2007 | VOLUME 15 NUMÉRO 2
WWW.GREENPEACE.CA



ALEXANDRE PAUL

PORTRAIT

De Saint-Bruno à l'Arctic Sunrise



Manifestation de Greenpeace devant les bureaux du Parti Libéral du Québec, à Montréal, le 28 mars 2007.



Harper en résidence surveillée

Quelques heures avant le dépôt du budget fédéral devant la Chambre des communes, des manifestants de Greenpeace ont mis Stephen Harper en résidence surveillée, le 19 mars 2007, en s'enchaînant à double tour aux clôtures du 24, promenade Sussex, résidence officielle du premier ministre à Ottawa. Leur mission: empêcher le premier ministre de saboter plus encore le Protocole de Kyoto. Greenpeace s'oppose au manque d'actions concrètes du gouvernement conservateur quant à l'atteinte des objectifs du Protocole de Kyoto, qualifiant M. Harper de «bandit du climat».

Le Premier ministre Harper soutient à tort que les objectifs de Kyoto sont irréalistes et qu'ils nuiraient au développement économique. Au contraire, un rapport publié récemment par Greenpeace et l'European Renewable Energy

Council démontre que nous pouvons réduire de moitié les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2050, sans affecter le développement économique ni la fiabilité des approvisionnements en énergie. De plus, l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale, Nicholas Stern, affirme qu'on pourrait contrer les changements climatiques en investissant chaque année seulement 1% du produit intérieur brut mondial. Mais il faut agir immédiatement, autrement la facture pourrait être jusqu'à 20 fois plus élevée à l'avenir.

Greenpeace a donc demandé au gouvernement Harper qu'il respecte son engagement de Kyoto et réduise d'ici 2012 de 6% les GES par rapport à leur niveau de 1990. Ensuite, le Canada et les autres pays industrialisés devront poursuivre cet effort et diminuer davantage leurs émissions pour atteindre des niveaux de réduction de 30% d'ici 2020, puis idéalement de 80% d'ici 2050.

ÉTIQUETAGE DES OGM

Le siège du PLQ visé par Greenpeace

Greenpeace a déversé, le 28 mars 2007, deux jours après les élections, cinq tonnes de maïs devant les bureaux du Parti Libéral du Québec, afin de rappeler une exigence majeure de 86% des Québécois: l'étiquetage obligatoire des OGM. Voilà qui sonne bien la fin de la «récréation électorale» et rafraîchit la mémoire de Jean Charest sur ses engagements de 2003 qu'il a brisés. Ainsi, il ne pourra pas éternellement se dérober à la voix de 86% des Québécois, qui sont unanimes concernant leur droit légitime de choisir une alimentation saine et déterminés à obtenir l'étiquetage obligatoire des OGM. Greenpeace a visé le siège du PLQ car seul ce parti possède le pouvoir d'imposer l'étiquetage des OGM. Les cinq tonnes de maïs symbolisent les enjeux liés à l'alimentation des Québécois.

Une étude économique sur les OGM, publiée par Greenpeace en mars, révèle que l'industrie brandissait à tort un épouvantail à propos des frais liés à l'étiquetage obligatoire des OGM. À partir de cette analyse, Greenpeace a suggéré des solutions concrètes pour financer l'étiquetage.

Le gouvernement libéral qui avait reçu cette même étude en octobre 2006 ne l'a jamais publiée!

Le gouvernement du Québec a une grande part à jouer dans la résolution d'une situation qui l'oppose à 86% de la population. En adoptant l'étiquetage obligatoire, le Québec entraînerait dans son sillage le reste du Canada et même le «mastodonte américain».

LECTURE

Toxic – Obésité, malbouffe, maladies: enquête sur les vrais coupables

William Reymond, Flammarion, 2007

Dès sa sortie, *Toxic*, le dernier livre de William Reymond sur les dessous de l'alimentation a créé un tel électrochoc que l'auteur s'est rapidement retrouvé invité à la célèbre émission *Tout le monde en parle* de Radio-Canada. Ce livre est une série de 71 chapitres d'environ 5 pages chacun qui abordent d'une manière lucide et sans compromis un problème associé à une industrie agroalimentaire nocive. Tout y passe ou presque: les pesticides, la viande industrielle, les gras trans, l'obésité, le diabète, Coca-Cola, les calories, l'E.coli, le fructose, l'OMC, l'irradiation, etc. L'auteur réussit avec brio à vulgariser des sujets aussi complexes que variés. Un livre qui réveillera certainement chez vous une volonté d'agir! Envoyez donc un courriel à la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'alimentation (CAAAQ) pour leur réclamer des aliments sains et une agriculture écologiquement et socialement durable. À lire absolument! ERIC DARIER

CAAAQ: info@caaaq.gouv.qc.ca





Plan de transport de Montréal Du gros bon sens

La Ville de Montréal a rendu public, le 17 mai dernier, son plan de transport. Jugé révolutionnaire pour les uns, trop coûteux ou *montréalocentriste* par les autres, ce plan a fait l'objet de vives réactions et suscité de nombreux débats. L'analyse de Greenpeace.

Conçu avec la ferme intention d'améliorer la qualité de vie, de lutter contre les émissions de gaz à effet de serre et contre la pollution atmosphérique, ce plan ambitieux et cohérent témoigne, selon nous, d'une grande vision. Celle-ci est claire: le transport en commun, la sécurité et la qualité de vie priment sur l'utilisation de l'automobile en solitaire.

Échelonné sur 20 ans, le plan de transport de la Ville de Montréal prévoit dans sa première décennie la mise en œuvre, au coût de 5 milliards de dollars, de 21 chantiers jugés «interdépendants», selon les mots utilisés par le maire Gerald Tremblay, qui prévoit que «l'automobile aura encore sa place à Montréal, mais plus toute la place».

Ainsi donc, Montréal construira un réseau de tramway entre le centre-ville, le Vieux-Port, l'UQAM et le CHUM, prolongera le métro à la station Honoré-Beaugrand, construira un train de banlieue vers l'est ainsi qu'un lien ferroviaire entre le centre-ville et l'aéroport, et développera un réseau de 800 km de pistes cyclables. Des quartiers verts seront aménagés, des sentiers pédestres également, et les automobilistes seront incités au covoiturage, à utiliser le transport en commun ou à troquer la voiture pour le vélo.

Ce qui a frappé l'imaginaire de tous, ce sont les moyens que la Ville de Montréal s'est donnés pour financer un plan qui coûtera 8,1 milliards \$ sur 20 ans. Elle imposera notamment une taxe sur le stationnement, une augmentation éventuelle de la taxe sur l'essence de 10 sous du litre et une hausse du coût des droits d'immatriculation.

Mais c'est la possibilité d'installer des péages à l'entrée de l'île de Montréal qui a le plus fait réagir. Avec un passage qui pourrait coûter entre 1 et 3 \$, des bornes électroniques aux abords de chacun des ponts et une technologie qui permet de taxer uniquement aux heures ouvrables ou de pointe, la Ville prévoit financer son plan à hauteur de 300 M\$ par an.

Les principales critiques ont porté bien entendu sur le financement du plan. Le maire de Laval, Gilles Vaillancourt, s'est empressé de critiquer Montréal qui, parce qu'elle fera payer ses tramways aux citoyens qui n'habitent pas chez elle, selon lui, «se prend pour le nombril du

monde». Les maires de banlieues l'ont suivi dans cette veine. Des associations d'automobilistes ont pressé le pas, les porte-parole de l'industrie pétrolière également...

Quoi qu'il en soit, le retour du péage s'impose comme une mesure incontournable à condition d'être mise en œuvre de façon raisonnable. D'autre part, il serait sage d'envisager un partage des revenus équitable entre les rives nord et sud afin d'éviter un débat stérile entre Montréal et les banlieues.

Il ne faudrait jamais perdre de vue que les automobilistes de Montréal et de sa grande région sont responsables de 40 % des émissions de gaz à effet de serre au Québec. Il y a donc urgence d'agir sur le climat. Montréalais et banlieusards—qui seront de toute façon consultés—, devraient appuyer ce plan, comme l'ont témoigné les sondages favorables dans les jours qui ont suivi cette annonce. En effet, si nous sommes sérieux quant à notre désir de lutter contre le réchauffement de la planète, nous n'avons guère le choix d'augmenter la place des transports actifs et de réduire notre dépendance à l'utilisation de l'automobile.

Ces investissements proposés par Montréal sont nécessaires, emballants, concrets et chiffrés. Si on peut déplorer l'absence d'objectifs spécifiques de réduction de la circulation automobile, ce plan entraînera de nombreux effets positifs sur la qualité de vie, l'environnement et le développement de Montréal.

Enfin, de grandes villes européennes et américaines ont déjà introduit le péage comme mesure de financement des infrastructures de transport public. Il importe collectivement de trouver de nouvelles sources de financement pour améliorer l'offre de transport en commun, mettre en œuvre de grands principes de fiscalité verte et offrir une alternative à des dizaines de milliers d'automobilistes.

Greenpeace lève donc son chapeau à l'ensemble de l'administration montréalaise pour ce plan ambitieux. Il faudra cependant qu'elle passe rapidement de la parole aux actes. La consultation publique que la Ville entend mener jouera à cet égard un rôle important. Je compte bien y être. Et vous? ☺

Continuons...



Le temps passe vite. Voilà déjà dix ans que nous luttons ensemble contre les changements climatiques et la dégradation de l'environnement. Quand je suis arrivé, nous n'étions que 6000. Depuis, pour ma plus grande fierté, nous avons quintuplé notre force, notre voix, et nous sommes maintenant 30 000 Québécois, chez Greenpeace, à mener bataille pour la planète. Notre contribution y a été pour quelque chose. Ensemble, nous avons convaincu des milliers de gens à rallier notre cause et à se responsabiliser dans l'évolution du climat.

Pour moi, le temps est venu de tirer ma révérence. Le 15 septembre, je quitterai Greenpeace, cet extraordinaire organisme non gouvernemental pour lequel j'ai consacré avec passion plus de la moitié de ma vie adulte. Que vais-je faire? Je l'ignore encore. Mais ce que je sais, c'est que j'ai grandi avec vous depuis tout ce temps. Sur le plan des idées et aussi sur le plan humain. Et depuis l'arrivée de ma fille, je mûris d'autres projets. Non, ce n'est pas la politique. Sachez cependant que je ne serai jamais bien loin. Je compte en effet participer activement au débat public portant sur la lutte aux changements climatiques et la protection de l'environnement.

Pour tout de suite, je vous propose de continuer avec moi, redevenu simple membre, cette belle et grande lutte que nous menons ensemble depuis si longtemps. Au fil des actions, nous avons réussi beaucoup de choses et connu du succès. Nous avons posé ensemble de nombreuses pierres sur notre route.

Ainsi, grâce à vous, j'ai escaladé, en 2001, la tour du CN à Toronto pour protester contre le retrait des États-Unis du Protocole de Kyoto et faire pression sur Ottawa

pour le ratifier. J'ai également eu l'immense privilège de faire partie, en 2005, de l'équipage de l'Arctic Sunrise et d'une expédition pour constater la fonte des glaciers au Groenland. Ensemble, nous avons participé au Sommet de la Terre de Johannesburg, en 2002, et à la majorité des Conférences des Nations Unies sur les changements climatiques dont la Conférence de Kyoto en 1997. Nous avons vu comment se sont dessinés les grands mécanismes internationaux de lutte aux changements climatiques; quelles réglementations nous nous sommes données; comment les débats ont pris place, sur quelles questions au juste, et avec quelle ampleur, quelle portée. Nous avons tiré de cela une expérience énorme, une fine connaissance des dossiers liés à la lutte aux changements climatiques. Et cela nous a beaucoup aidés pour mener campagne au Québec.

Notamment quand est venu le temps, en 2006, de travailler avec le gouvernement du Québec à l'élaboration du Plan vert de lutte aux changements climatiques. Bien sûr, ce plan demeure perfectible. Mais il est le résultat de cette expérience, de ces moyens, de cette force qu'est Greenpeace, de cette autorité morale que nous nous donnons ensemble et que nous perpétons. Demain, le Québec sera sans aucun doute la première province au Canada à toucher ou espérer toucher le niveau de réduction de gaz à effet de serre prescrit par le Protocole de Kyoto. Nous pouvons être fiers de montrer cette vision au reste du pays et d'insuffler un peu d'espoir.

D'autres tâches nous attendent. Il faut

donner à notre économie tous les avantages qui doivent revenir à une communauté d'affaires québécoise qui apparaît plus soucieuse de la planète. Il faut bien sûr convaincre Ottawa et les provinces récalcitrantes à adopter des politiques publiques de lutte aux changements climatiques. Il faut faire essaimer de nouveaux plans de transport partout au pays. Il faut mettre en place la Bourse du carbone, réinventer la fiscalité pour la rendre plus «verte». Il faut... Il faut se cracher dans les mains et continuer à travailler. Il nous faut la même volonté, la même énergie et le même espoir d'y arriver.

Pourquoi arrêter? Au fil des ans, Greenpeace est devenue une référence, au Québec, en environnement et en écologie. Nos actions, nos interventions et nos pressions ont été essentielles dans la prise de conscience généralisée. Vous m'avez donné les moyens et la confiance nécessaire pour mener campagne pendant dix ans. Je vous encourage à en faire autant avec la prochaine âme dévouée qui reprendra le flambeau de la campagne «Climat et Énergie» et qui mènera bataille sur les enjeux pressants que nous connaissons.

Ce fut pour moi un immense bonheur de travailler avec vous et pour vous. J'ai trouvé chez Greenpeace des personnes extraordinaires, absolument dévouées, totalement engagées dans les luttes écologistes, autant au Québec qu'au Canada ou sur la scène internationale. Je reste et demeurerai un grand admirateur de Greenpeace et un membre fidèle.

Je terminerai sur ces mots d'espoir: continuons et dépassons-nous! ☺



Le vent tourne-t-il?

Imaginez 80 % de la superficie de tout le Québec couverts d'OGM... C'est en fait l'équivalent de toutes les cultures d'OGM dans le monde, soit environ 1,2 million de km². Aujourd'hui, ces cultures occupent cependant moins de 4 % de l'agriculture mondiale.

La multinationale américaine Monsanto est responsable de 90 % des OGM dans le monde. Après plus d'un quart de siècle de recherche et développement et douze ans de commercialisation, seuls deux types d'OGM sont commercialisés : un OGM résistant à un herbicide ou produisant un pesticide et la combinaison des deux. Or, le lobby des OGM a de quoi s'inquiéter...

1^{ère} interdiction aux États-Unis

Suite au décret d'un juge californien en mai dernier, la multinationale Monsanto ne pourra plus vendre de semences d'OGM de luzerne *Roundup Ready*. De plus, la luzerne déjà plantée devra faire face à des conditions de contrôle pour éviter la contamination génétique.

Monsanto perd un brevet sur du soja

L'Office européen de brevets a retiré le brevet EP 0301749 sur un soja GM qu'avait obtenu Monsanto il y a 13 ans. Le soja breveté n'était pas nouveau mais il manquait des détails dans le processus de sa modification génétique pour le reproduire à l'identique.

Davantage de zones sans OGM...

La province de Negos Occidental aux Philippines a interdit les OGM et encourage l'agriculture biologique avec l'objectif de 10 % de l'agriculture d'ici 2010. Plus surprenant, l'État de Washington, en adoptant la loi 1888, vient de créer des zones sans canola GM. Le gouverneur de l'État a signé le 21 avril dernier la loi adoptée par la Chambre des représentants avec 97 votes contre 48. L'objectif est de protéger le

secteur des semences de la contamination génétique provenant du canola et en particulier du GM destiné au biodiesel.

Interdiction d'une variété de riz en Arkansas

Le Bureau des plantes de l'État de l'Arkansas vient de voter pour cette année l'interdiction d'une variété de riz GM *Clearfield 131*, afin de réduire la contamination au riz GM *LL601* de Bayer détectée dans 24 pays. Cette crise dans l'industrie du riz pourrait coûter encore plus chère que les 500 millions de dollars américains dépensés lors de la contamination du maïs *StarLink* en 2001. Une quinzaine de recours collectifs de producteurs de riz est déjà entamée aux États-Unis contre Bayer.

Mauvais pour le commerce

Suite aux pressions de Greenpeace, les autorités hollandaises ont décidé en mai dernier de retourner du maïs en provenance des États-Unis, parce qu'il contenait un maïs illégal *Herculex RW* de l'entreprise

Pioneer/Dow. Les autorités européennes testeront désormais 25 % de toutes les cargaisons en provenance des États-Unis plutôt que seulement 10 % jusqu'à présent. Le 10 avril dernier, Greenpeace a découvert dans une de ces cargaisons l'OGM illégal *Herculex RW*, autorisé au Canada depuis 2002, ainsi que du maïs GM de Monsanto *MON863* qui fait l'objet d'une controverse quant à sa sécurité.

Dangereux pour la santé ?

Enfin, Greenpeace a fait analyser par des scientifiques indépendants une étude confidentielle de Monsanto consistant à nourrir des rats avec du maïs GM pendant 60 jours. Les résultats de cette étude attestent de la toxicité des OGM sur trois organes vitaux des animaux – le foie et les reins – ainsi que d'une certaine altération de leur rythme de croissance.

Que penser alors de la crédibilité des autorités gouvernementales qui autorisent les OGM ?

Pendant ce temps au Canada...

- Le gouvernement de Stephen Harper refuse d'imposer l'étiquetage obligatoire des OGM malgré le fait que l'établissement de l'étiquetage « volontaire » n'ait produit aucune étiquette mentionnant « avec OGM ».
- Le gouvernement fédéral est soumis à de fortes pressions afin d'accepter l'importation en provenance du Chili de 200 tonnes de grains GM qui serviront à la production de composés pour des produits vétérinaires.
- Le Canada va-t-il devenir une zone de *dumping* pour la luzerne GM suite à son interdiction aux États-Unis ?
- Le gouvernement fédéral n'a pas répondu à l'appel de Greenpeace qui demandait le retrait du maïs GM *MON863* autorisé au Canada depuis 2003.
- Vingt-quatre pays ont détecté la contamination du riz GM illégal *LL601*, mais pas le Canada ! Les mesures de l'Agence Canadienne d'Inspection des Aliments sont visiblement insuffisantes.

La fabuleuse histoire d'Alexandre Paul

J'accuse les gens de Saint-Bruno-de-Montarville d'avoir créé PôPaul. Le 23 mars 1999, Alexandre Paul et un collègue arpentent le boulevard Clairevue et frappent à toutes les portes. Ils sont là afin de recruter des membres pour Greenpeace. L'aventure de PôPaul ne fait que commencer.

PAR JOCELYN DESJARDINS*

Entre les maisons, ils courent aussi vite que des recrues vers le premier but. «C'était ma première journée et mon collègue était en petits souliers de course et coupe-vent sportif rouge», se souvient Alexandre. «Il était loin de l'image du hippie que je m'étais faite de Greenpeace.» Mais, 9 fois sur 10, ils essuient des rebuffades des gens de Saint-Bruno. Depuis, 9 fois sur 10, Alexandre Paul, PôPaul pour les intimes, attend la prochaine occasion de changer le monde.

Très jeune, il en trouve des raisons pour le changer, ce monde. Né dans une bonne famille «qui aide le monde»—une mère infirmière et un père pompier—Alexandre Paul grandit dans Hochelaga-Maisonneuve, un des quartiers les plus durs et les plus solidaires de Montréal, mais fréquente une école privée à Outremont. Il comprend alors les différences sociales. «J'ai toujours trouvé les choses injustes dans la vie», lance-t-il. «J'ai connu à la fois un ado qui avait 200\$ par mois pour ses dépenses personnelles et des parents qui, eux, disposaient de la même somme pour nourrir toute leur famille.» Alexandre Paul s'insurge. «C'est comme si la vie avait autorité sur toi et qu'elle avait décidé que certaines personnes allaient s'en sortir et d'autres pas.» Il refuse le moule. «C'est peut-être pour ça que j'ai fini ici, chez Greenpeace», lance-t-il mi-figue, mi-raisin.

Une simple annonce

Quand le sentiment d'injustice prend racine, il n'a pas trop besoin de fertilisants. Au primaire, Alexandre organise un programme de recyclage à son école. Au cégep, il étudie

en sciences sociales, décide de ne faire que les cours qu'il aime, puis abandonne. «Je n'ai jamais été carriériste», affirme-t-il. «Des carrières, j'en veux douze; c'est trop plate de rester dans une seule toute sa vie.» Barman un jour, opérateur en informatique le lendemain, Alexandre Paul ouvre un matin son journal et trouve une annonce de Greenpeace qui cherche des *empouvoirmementalistes*, des *canvassers*. «J'y ai cru tout de suite. Je me suis dit qu'on pouvait changer le monde une porte à la fois, remettre le pouvoir entre les mains des gens.» Huit ans et deux mois plus tard, il est toujours là, fort comme un roseau qui fait face aux vents mauvais.

Cogner aux portes pour lui, c'est chaque fois comme une action de Greenpeace. «Ça prend du cran», avance Alexandre. «Ce n'est pas évident d'aller chez quelqu'un qui paie ses taxes et sa maison, et de lui dire que ça ne se passe pas bien dans sa vie et qu'il faudrait qu'il devienne membre de Greenpeace. Au moins, les gens qui vendent des balayeuses ont quelque chose dans les mains; nous n'avons qu'un concept. C'est fort et c'est dur en même temps. La personne a le choix d'accepter ou non ta présence. Mais quand tu sonnes à sa porte, tu fais une action, tu poses un geste.»

Refus de l'autorité

Ce petit geste, Alexandre le répète près de 60 000 fois durant 992 jours. Puis, il arrête. «Une légende à Montréal dit que tous ceux qui ont fait plus de 1000 jours de porte-à-porte ont tous pété les plombs à un moment ou l'autre. Je ne me suis pas rendu jusque-là!»



De la mi-août à la fin septembre, l'Arctic Sunrise traversera le fleuve Saint-Laurent et les Grands Lacs. Plusieurs arrêts sont prévus en septembre dont à Toronto (du 1^{er} au 3), Kingston (8), Montréal (14) et Québec (16). Spectacles et journées portes ouvertes seront au programme. Pour plus d'informations, surveillez notre section spéciale sur le web à : www.greenpeace.ca/navire

Il devient alors chef d'équipe puis assistant-gérant du bureau de Montréal. Il forme, re-forme, gère, re-gère, embauche, congédie à l'occasion les membres de l'équipe. «Ça peut sembler bizarre, mais on recherche beaucoup des personnes qui ont de la difficulté avec l'autorité, qui refusent le système qu'on leur propose», admet-il. Il trouve alors une mine de talents : les ex-employés de McDonald's. «Ils ont bien de la difficulté avec l'autorité après avoir travaillé là.»

PôPaul le mousse

Après un voyage en Angleterre, en Belgique et en France, on lui offre à son retour de faire un séjour sur l'Arctic Sunrise, un navire de Greenpeace. Alexandre Paul n'hésite pas une seconde. Le 28 août 2005, il fait son baluchon, un peu d'autostop et le voilà rendu à Québec, sur le pont d'un bateau qui revient tout juste d'une expédition au Groenland. «J'étais *deck hand*, ou si tu préfères homme de pont, mousse, matelot. Je devais nettoyer le pont et participer aux actions.» Ce sera Trois-Rivières, Montréal, puis Gentilly, Cap-Chat, les États-Unis et, après une longue traversée, l'Antarctique et enfin, Cape Town, en Afrique du Sud. La piqûre le prend : une autre carrière l'attend, celle de marin.



« C'est l'étendue d'eau à perte de vue. [...] À tous les soirs, tu vois des paysages différents. C'est la plupart du temps gris, mais au bout de plusieurs semaines, tu découvres qu'il y a différents tons de gris. »



« Les bateaux, c'est un des plus beaux outils de Greenpeace », lance-t-il, l'œil fier. « Le fait d'être en mer, le sentiment de liberté... Cela m'a fait voir des choses que bien des gens n'auront peut-être jamais l'occasion de voir. » Et dans ce qu'il découvre, il n'y a pas que la mer. Il y a le voyage intérieur, bien sûr, mais le voyage en équipe aussi et surtout. « J'ai rencontré des personnes de qualité, qui viennent de partout à travers le monde. Quelle diversité! Quelle richesse! Que ce soit des docteurs qui ont déjà travaillé à Médecins sans frontières ou des marins qui n'avaient rien à voir avec Greenpeace avant. Ce sont des gens de qualité! »

Depuis 1999, chez Greenpeace, Alexandre Paul est tour à tour *canvasser*, chef d'équipe puis assistant-gérant. Aujourd'hui, il milite pour l'environnement en prenant le large. On le voit ici au cours de plusieurs actions menées avec les bateaux de Greenpeace.

britannique a pour projet de remplacer son système de dissuasion nucléaire. Chacune des 200 ogives nucléaires Trident a une force destructrice équivalente à 8 Hiroshimas. Greenpeace bloque alors un port de sous-marins nucléaires à la veille d'une tournée d'inspection ministérielle. « On a réussi à annuler la rencontre, mais le système Trident est toujours sur les rails. Heureusement, maintenant, bien des Anglais se sont réveillés... »

en fait. Et j'essaie de faire *la différence*... »

Grandes actions

Il a beau revenir à Montréal après ce premier voyage, il repart aussitôt, en mer Baltique, toujours avec l'Arctic Sunrise. Dans son périple, le bateau de Greenpeace intercepte le Probo Koala, navire russe battant pavillon panaméen et exploité par une société hollandaise, qui a déversé 400 tonnes de déchets toxiques à Abidjan, la capitale économique de la Côte-d'Ivoire. L'opération est un succès. Autre action, autre retour à Montréal, autre départ pour le large, un troisième pour PôPaul. Cette fois, c'est pour l'Opération Trident. Le gouvernement

Faire la différence

Alexandre Paul, présent sur le bateau, se fait arrêter. Il passe du temps derrière les barreaux, en solitaire, à Greenhook, dans une mauvaise banlieue écossaise. « Personne ne me parlait, la lumière était toujours ouverte et j'ai recompté plusieurs fois les carreaux de la fenêtre, il y en avait 44. J'ai joué au basket-ball avec les petits pois verts, qui n'étaient pas comestibles. Ça passe le temps. J'ai ainsi pu reclasser ma vie au complet », avoue-t-il. « Finalement, je n'ai pas une vie si pire que ça. Je fais ce que j'aime, je ne suis jamais dans les bouchons de circulation. Je pense que j'ai une belle vie

Aujourd'hui, PôPaul est revenu. Mais on sait tous qu'il repartira. C'est sa nouvelle carrière. Mieux, c'est sa nouvelle vie. Il ne respire plus que par le large. « C'est l'étendue d'eau à perte de vue », confie-t-il. « À tous les soirs, tu vois des paysages différents. C'est la plupart du temps gris, mais au bout de plusieurs semaines, tu découvres qu'il y a différents tons de gris. » Son père, d'abord sceptique sur la nature du travail de son fils à Greenpeace, a aujourd'hui changé d'avis. Il est même très fier de son fils. Mieux, il arbore désormais un manteau et une casquette de Greenpeace.

Pourquoi ce surnom PôPaul, direz-vous? « J'ai connu bien des Alexandre qui n'étaient pas fins », révèle-t-il. « Quelqu'un m'a demandé mon nom un jour, j'ai dit PôPaul comme ça, et ça m'est resté collé. Il faut dire que mon père se faisait appeler comme ça au travail. » Voilà qui boucle la boucle. Son père porte ses manteaux et lui porte le surnom de son père... c'est comme ça qu'ils font la différence. ☺

* Jocelyn Desjardins est responsable des communications pour Greenpeace, à Montréal.

La crise forestière, l'emploi et l'environnement

Industries, gouvernements, municipalités, travailleurs, groupes écologistes, tous s'entendent: une crise sévit dans le secteur forestier. Au-delà de cette évidence, il faut comprendre les causes pour mieux voir aux solutions.

De nombreuses scieries ont fermé leurs portes laissant ainsi des milliers de travailleurs sans emploi. Mais quand il s'agit de discerner les raisons de cette crise, certains considèrent l'écologie comme une contrainte, voire une cause de la situation critique actuelle. Jeter le blâme sur des mesures de protection de l'environnement pour expliquer la crise forestière est une stratégie malhonnête qui encourage les industriels à augmenter leurs profits tout en conservant impunément des pratiques qui mettent en péril nos forêts.

Les mesures de protection environnementale ne devraient-elles pas faire partie de la solution plutôt que du problème? Greenpeace en est bien entendu convaincue. Les conclusions du rapport *Emplois en dents de scie* permettent de clarifier l'état de la situation actuelle.

Les véritables causes

Afin de faire le point sur les causes réelles de la crise actuelle, Greenpeace a commandé un rapport scientifique¹ qui explore, à court et à long termes, les différents facteurs invoqués pour tenter de déterminer les causes de la crise la plus récente. L'augmentation des «contraintes environnementales», le conflit canado-américain sur le bois d'œuvre, la vigueur du dollar canadien, la baisse de la construction résidentielle aux États-Unis et du prix du bois d'œuvre, la baisse de la demande de papier journal aux États-Unis et du prix de ce produit, la hausse des coûts de l'énergie, le coût élevé de la fibre, la faible productivité des usines québécoises et la concurrence étrangère y sont étudiés.

Au terme de ce rapport, il paraît clair que la crise actuelle n'est pas due à l'augmentation de prétendues «contraintes environnementales». La baisse de 20% de la possibilité forestière, après 15 ans de manipulations mathématiques, représente un juste retour à un volume de récoltes plus réaliste. Surtout que les volumes récoltés en 2005 constituent un record des 20 dernières années, notamment par des mesures exceptionnelles de récupération de bois brûlé.

Prix du pétrole et dollar canadien

Ce qu'il faut entre autres retenir de ce rapport, c'est que les variations du prix du pétrole et leurs effets sur l'économie mondiale sont la base de l'explication des quatre dernières crises forestières (1974, 1982-1983, 1991-1994, 2004-2006). D'une part, la distance parcourue pour aller récolter les arbres et les transporter à l'usine a augmenté considérablement. D'autre part, l'augmentation du prix de l'essence a contribué à faire exploser les coûts de transport.

La forte valeur du dollar canadien, entraînant des pertes considérables sur le marché des exportations vers les États-Unis, était aussi pointée du doigt pendant les quatre dernières crises forestières. Ainsi, les prix des principaux produits provenant de l'industrie forestière québécoise, soit le bois d'œuvre et le papier journal, fluctuent aisément et ont un impact direct sur le niveau d'emploi.

Et les «contraintes»?

L'agrandissement du réseau d'aires protégées n'est certes pas responsable des pertes d'emploi, et cette affirmation apparaît



« Le gouvernement a fait le jeu des écologistes en se drapant dans le manteau de la pureté, parce qu'il était rentable politiquement à court terme de taper sur l'industrie. »

GUY CHEVRETTE, PDG du CIFQ,
cité dans *Le Devoir*, 23 mars 2006.

également exacte en ce qui a trait à la forêt commerciale. À l'échelle mondiale, le Québec se classe au dernier rang si l'on considère les superficies protégées, même en comparaison avec des pays qui se font concurrence pour la vente de leurs produits forestiers sur le marché international. Quant à la certification du Forest Stewardship Council (FSC), la plus exigeante sur le plan social et environnemental, son obtention peut se révéler payante pour l'industrie.

Sur les marchés internationaux, en effet, la conscience environnementale augmente. De plus en plus, les grandes entreprises étrangères tournent le dos aux fournisseurs qui ne respectent pas l'environnement. Le Québec peut prendre une longueur d'avance, investir dans la foresterie responsable, protéger les forêts intactes et gagner un avantage sur ses compétiteurs tels que l'Ontario ou le Brésil. Sans cela, le Québec place ses entreprises en position de vulnérabilité. Poursuivre les pratiques destructrices des forêts fera encore plus de mal à l'industrie et aux communautés qui en dépendent. ☹

1. Le rapport *Emplois en dents de scie* a été rédigé par Hugo Asselin, Ph. D., Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue.

PAR IOANA COTUTIU
RESPONSABLE DU BÉNÉVOLAT

Au Luxembourg, en une journée,
600 bénévoles provenant de
tous les coins du monde ont fermé
les 28 stations Esso du pays.



Face à un
gouvernement
laxiste, Greenpeace
démantèle et
dénonce le trafic
illégal du bois à
Sao Paulo, Brésil.



Greenpeace manifeste pour
la sauvegarde de la morue,
espèce en voie de disparition.
«Arrêtez la chasse à la morue»

Greenpeace, c'est vous!

Les bénévoles occupent une place très importante au sein de Greenpeace. Leur engagement au service de l'environnement est un réel enrichissement pour notre organisation.

Is s'investissent dans un panel de rôles essentiels tels que la sensibilisation du public, l'implication dans des actions directes ou l'organisation des campagnes de financement. Ces contributions précieuses accélèrent indéniablement la diffusion de nos campagnes à travers le monde. Voici quelques faits pour illustrer leurs prouesses:

Une journée d'action contre Esso. En 2002, Greenpeace organisait une journée d'action internationale contre Esso. Plusieurs stations-service du géant pétrolier ont été bloquées au Canada, aux États-Unis et en Europe. La mobilisation la plus spectaculaire a été observée au Luxembourg, ce petit pays bien connu pour le «tourisme-pétrole». Les activistes luxembourgeois de cette journée d'action ont été soutenus par 600 bénévoles provenant de tous les coins du monde. Ensemble, ils ont ainsi pu fermer sans exception les 28 stations Esso à travers le pays.

En Suisse, le projet «communes amies des forêts anciennes» a bénéficié d'un important support de la part des bénévoles. Plus de 560 villages ont décidé de ne plus utiliser de bois issu de l'exploitation abusive afin de profiter d'un bois certifié par le Forest Stewardship Council (FSC) et/ou d'un bois local. Environ un tiers des communautés de ces villages a bénéficié de l'excellent travail de sensibilisation et de la pression exercée par les groupes locaux de Greenpeace.

En 2007, en Suède, 150 bénévoles de Greenpeace ont réussi à convaincre tous les supermarchés du pays de la nécessité d'un embargo sur la morue congelée provenant de la mer Baltique.

En avril dernier, une trentaine de jeunes venus de **l'Europe et de l'Afrique** ont participé au camp de reforestation international (CRI) au Cameroun. Ils ont eu le mérite de planter un millier d'arbres et d'établir une déclaration sur la sauvegarde des forêts du Congo.

Louis Teasdale, bénévole polyvalent chez Greenpeace depuis 1994, a mis à profit ses compétences de traducteur en créant «Green Dragon», un lexique de 4000 termes expliquant le jargon environnemental. Depuis 11 ans, il vient dans nos bureaux les mardis et jeudis après-midi pour nous prêter main forte. L'énumération de ses talents nécessiterait bien plus d'espace...

En mars dernier, un nouveau programme de bénévolat a aussi été mis en place, couvrant les volets de l'activisme, de la sensibilisation, des conférences, des campagnes de financement et du travail de bureau. Des ateliers et des formations sont également offerts régulièrement afin de fournir aux bénévoles les outils nécessaires pour représenter Greenpeace. Grâce à nos membres, nous avons maintenant les ressources nécessaires pour encadrer les personnes qui veulent s'impliquer avec Greenpeace. Basés à Toronto, Vancouver et Montréal, trois coordinateurs se dévouent

au bénévolat dans tout le Canada. Ils se chargent du recrutement, de la formation et de la gestion des bénévoles. En 2008, nous envisageons la formation des groupes locaux «semi-autonomes» qui seront gérés par des bénévoles expérimentés.

Si vous avez du temps à donner, si vous voulez faire une différence, nous vous invitons à vous inscrire comme bénévole dans la section «bénévolat» de notre site Internet, ainsi que sur notre liste de diffusion pour avoir des nouvelles concernant nos activités futures. ☺



L'édition, pour la protection de la forêt boréale

Nous savons tous que la consommation de papier, tant individuelle que commerciale, accélère la destruction des forêts du monde entier. L'industrie de l'édition a longtemps imprimé sur du papier fabriqué à partir de fibres de bois provenant des forêts intactes et menacées. Cette situation est en train de changer.

ÉcoInitiatives, entité francophone de l'organisme canadien Markets Initiative, collabore désormais avec les éditeurs de livres québécois afin d'améliorer les caractéristiques écologiques des papiers qu'ils utilisent. Depuis 1999, l'organisme a effectivement aidé plus de 170 éditeurs de livres, de magazines et de journaux canadiens à changer leur papier et à réduire leur consommation afin d'épargner les forêts.

cesser d'utiliser du papier provenant des forêts intactes et menacées—comme la forêt boréale—dans le cadre de la campagne «Éditeurs pour la protection des forêts intactes». Plusieurs maisons d'édition, telles que Fides, Écosociété, La Courte échelle, Les Intouchables, MultiMondes..., avec la collaboration d'ÉcoInitiatives, ont établi ensemble une politique d'approvisionnement destinée à préserver les forêts intactes,

papiers recyclés. Plusieurs imprimeurs disposent désormais de quantités suffisantes de papiers d'édition recyclés pour les offrir à leurs clients à prix concurrentiel. Les deux imprimeurs signataires de la campagne, Marquis et Gauvin, offrent le papier 100 % recyclé à parité. Bientôt, le public lecteur québécois n'aura plus à choisir entre une bonne lecture et un bon contenu papier. Cette convergence entre la préservation du patrimoine culturel et celle du patrimoine naturel n'a jamais été aussi manifeste.

Il n'est absolument pas nécessaire d'effectuer autant de coupes destructrices dans les forêts boréales car nous avons la possibilité d'utiliser en priorité du papier recyclé. Et lorsque des coupes sont jugées écologiquement judicieuses, les sociétés forestières devraient alors se soumettre à des méthodes certifiées FSC.

ÉcoInitiatives est un organisme sans but lucratif qui s'efforce d'épargner de la consommation industrielle les forêts intactes et menacées. L'utilisation de papier recyclé dans l'impression des livres, des revues et des journaux permet de réduire la pression sur la forêt et contribue à préserver ce patrimoine collectif. ♻️

1. Source: Environmental Defense—Paper Task Force



Transformer un arbre en papier requiert plus d'eau et d'énergie et émet plus de gaz à effet de serre que la transformation du papier usagé en papier recyclé. La production de fibres recyclées nécessite 33 % moins d'eau, 27 % moins d'énergie et émet entre 38 et 48 % moins de dioxyde de carbone que la production de papier à partir de fibres vierges. De plus, la quantité de déchets solides enfouis est réduite de 54 %.¹

Au Canada, 65 % du bois coupé en forêt boréale est transformé en papier. L'industrie québécoise du papier a produit plus de 8 millions de tonnes de papier en 2005 (excluant la pâte commerciale), dont approximativement 6 à 8 % étaient destinés à l'édition du livre. De cette proportion, environ 5 % étaient des fibres recyclées post-consommation, c'est-à-dire provenant directement de la récupération.

Vingt éditeurs de livres et deux imprimeurs québécois se sont déjà engagés à

notamment en utilisant des papiers à haute teneur en fibres recyclées non ligneuses et dont le contenu non recyclé est certifié par le Forest Stewardship Council (FSC). À son tour, EcoInitiatives s'engage à développer et ainsi optimiser cette politique qui s'avère vitale pour la sauvegarde des forêts intactes.

Plus de 90 éditeurs de livres canadiens commandent des papiers garantis des forêts intactes. Cette demande croissante force les fabricants de papier à réduire la différence de prix entre les papiers vierges et les

VOUS AVEZ DES QUESTIONS OU DES COMMENTAIRES À FORMULER ? TÉLÉPHONEZ À NOTRE SERVICE DES MEMBRES : 1 800 320-7183



Fondée à Vancouver en 1971, Greenpeace possède aujourd'hui des bureaux dans plus de 40 pays. Greenpeace est une organisation indépendante qui, par une approche de confrontation inventive et non-violente, œuvre à exposer les problèmes environnementaux planétaires, tout en favorisant l'avancement des solutions essentielles pour assurer aux générations futures un monde écologique et pacifique. Objectifs de Greenpeace : la protection de la biodiversité sous toutes ses formes ; la prévention de la pollution et des abus qui touchent l'eau, la terre et l'air de la planète ; la fin de la menace du nucléaire ; la promotion de la paix, du désarmement et de la non-violence. Dépôt légal : 2007 Bibliothèque nationale du Québec ; Bibliothèque nationale du Canada ISSN 1198-2691. Le Réseau Vert est publié trois fois par an.

RÉDACTION ET COORDINATION Femmi N'Diaye Méloné | COMMUNICATION Jocelyn Desjardins | COLLABORATION Josée Breton, Ioanna Cotutiu, Éric Darier, Jocelyn Desjardins, Mélissa Filion, Steven Guilbeault, Beth Hunter | CORRECTION Cécile Graillet | CONCEPTION GRAPHIQUE Diane Héroux | IMPRESSION Produlith inc. | ÉDITEUR Greenpeace Canada



PAR BETH HUNTER
COORDONNATRICE DE LA CAMPAGNE OCÉANS

OCÉANS



Partout dans le monde, des manifestants déterminés militent unanimement contre la chasse à la baleine.
«Arrêtez la chasse à la baleine»
«Y en a marre de la chasse à la baleine»

Changements en vue à la Commission baleinière?

Le moratoire sur la chasse commerciale à la baleine reste en vigueur. Une victoire qui ressort de la réunion annuelle de la Commission Baleinière Internationale qui s'est terminée le 31 mai dernier à Anchorage, en Alaska.

En 1986, la Commission baleinière institua un arrêt total (quota zéro) de la chasse à la baleine suite à des recherches démontrant la disparition de plusieurs espèces de cétacés. Le Japon, la Norvège et l'Islande profitent pourtant de failles dans la législation autorisant la chasse à la baleine pour des raisons «scientifiques». Ces pays exterminent chaque année une moyenne de 2000 mammifères marins au nom de la science. Néanmoins la viande des cétacés est bel et bien destinée à la commercialisation.

Il y a un an, les pays partisans de la chasse, le Japon en tête, avaient réussi à légaliser la déclaration de St Kitts qui abolissait le moratoire sur la chasse aux baleines demeuré en place pendant 20 ans. Cette résolution était basée sur une prétendue «sécurité alimentaire», prétextant que les baleines se nourrissent abusivement de la réserve globale de poissons.

PHOTOS: ©GREENPEACE

Mobilisons nos forces, soyons déterminés

Greenpeace et d'autres organismes de protection des animaux, ainsi que certains pays et des citoyens défenseurs des baleines, se sont mobilisés en masse afin de faire retentir un refus catégorique contre la chasse à la baleine. Greenpeace International a ainsi lancé un site Internet pour rallier les défenseurs des cétacés à travers la planète. Depuis quelques mois, en plus des pays qui ont prolongé leur affiliation à la Commission, de nouveaux États y ont adhéré: le Pérou, Chypre, la Slovénie, la Croatie, la Grèce, le Costa Rica et l'Équateur. Le Canada, quant à lui, se limite au statut d'observateur et participe aux rencontres scientifiques qui précèdent les réunions de la Commission baleinière.

La Commission baleinière annonce une prochaine réforme de sa structure. Espérons que ce remaniement améliore la visibilité des solutions à adopter pour la sauvegarde des baleines. Autrement, la Commission baleinière restera un organe politique dysfonctionnel qui perdra en crédibilité. 📧



Oui! Je veux adhérer au programme de dons mensuels de Greenpeace

Je sais que mon don mensuel servira à soutenir et à maintenir les campagnes vitales que mène Greenpeace pour protéger la santé de notre planète.

Je veux faire un don mensuel de:

12 \$ 25 \$ 50 \$ 100 \$ Autre montant: _____ \$

Vous pouvez choisir n'importe quel montant.

Si vous faites un don de 12\$ ou plus par mois, vous recevrez un coupon pour obtenir un t-shirt en coton biologique de Greenpeace.

PRÉNOM _____ NOM DE FAMILLE _____
NUMÉRO ET RUE _____ VILLE _____
PROVINCE _____ CODE POSTAL _____
TÉLÉPHONE (RÉSIDENT) _____ TÉLÉPHONE (TRAVAIL) _____
COURRIEL _____

Options de paiement: Chèque Visa MasterCard

- J'ai joint un chèque portant la mention «SPÉCIMEN».
- J'autorise Greenpeace à débiter le montant indiqué ci-dessus le 15 de chaque mois.

Numéro de carte: _____/_____/_____/_____

Expire à la fin de: _____/_____/_____ Date: _____/_____/_____

Signature _____

Votre don ne donne pas droit à un crédit d'impôt.

La routine vous ennuie?
Greenpeace élargit votre rayon d'action.

Tous les donateurs et donatrices recevront trois fois par an un exemplaire du Réseau vert, la revue de Greenpeace.

Vous pouvez modifier votre engagement en tout temps en téléphonant au 1 800 320-7183.

Veuillez retourner ce formulaire à:

Greenpeace, 454, avenue Laurier Est, Montréal (Québec) H2J 1E7



Daniel Beltra, photographe de longue date pour Greenpeace, a de nouveau reçu les honneurs au plus récent World Press Photo. Cette photo, qui lui a valu le deuxième prix dans la catégorie contemporaine, montre un arbre isolé dans un champ de soya à l'orée de la forêt amazonienne. Au Brésil, le soya a surclassé les élevages de bétail et la coupe forestière comme raison première de la déforestation. Le soya est surtout utilisé pour nourrir les grands élevages de bétail ainsi que pour la consommation humaine. La production de soya a procuré d'importantes sources de revenus dans une région économiquement dévastée.

CANADA		POSTES
POST		CANADA
Postage paid		Port payé
Publications Mail		Poste- publications
4 0007869		